

A-t-on encore besoin des sociétés d'édition scientifique ?

Les institutions nationales responsables de la recherche dans l'ensemble des pays européens veulent promouvoir un accès libre et gratuit pour tous aux articles scientifiques publiés actuellement dans des revues scientifiques, à travers la mise en place d'un Plan S à l'horizon de 2020 [1].

On ne reviendra pas ici sur les critiques qui peuvent être faites à ce plan (voir p. 19, [2]), au-delà des aspects « européen-centré », incohérents et anti-internationalistes de ce plan, dont la stratégie de mise en place risque de se révéler aussi hasardeuse et imprévisible que les conséquences non anticipées du Brexit.

L'écosystème de la production scientifique

Le système actuel de la production scientifique implique divers acteurs dont on trouve au premier plan :

- Les chercheurs scientifiques, qui jouent dans le système actuel à la fois le rôle majeur de lecteurs et de producteurs de publications (lecteurs et auteurs), d'évaluateurs de publications (rapporteurs) et de planificateurs des stratégies éditoriales (rédacteurs en chef, membres des comités de rédaction des journaux et membres des comités des rédacteurs).

- Les sociétés d'édition scientifique, qui gèrent la production des journaux scientifiques, leur diffusion et leur promotion internationales au sein des communautés scientifiques thématiques reliées à l'objectif ciblé des journaux. Ces actions de diffusion sont faites *via* les journaux et *via* les accès en ligne dont les modalités financières sont variables.

- Les sociétés scientifiques savantes, qui sont partie prenante en tant que propriétaires de journaux dans une fourchette très variable (propriétaires à 100 %, actionnaires à part variable avec les sociétés d'édition). Le pilotage et la qualité des journaux sont des éléments importants de la reconnaissance et de la crédibilité des sociétés savantes.

Le parcours d'un manuscrit : de la soumission à la production

Le parcours d'une publication scientifique est bien connu, dans les grandes lignes, des chercheurs et des auteurs.

Un manuscrit envoyé à un journal d'une société d'édition va être transmis au rédacteur en chef pour évaluation scientifique. Ce dernier évalue dans un premier temps la pertinence du manuscrit par rapport aux thématiques du journal. Il l'envoie ensuite à l'un des rédacteurs du journal qui compose le comité des rédacteurs – chaque rédacteur ayant une compétence scientifique spécifique –, qui va évaluer à son tour le manuscrit en l'envoyant pour avis à plusieurs rapporteurs. L'ensemble de ces avis (rapporteurs et rédacteur) conduira à une décision : acceptation ou rejet immédiat du manuscrit, ou révisions demandées aux auteurs. La version révisée sera à nouveau évaluée, puis envoyée au service production de la société d'édition une fois validée.

La description de ce parcours laisse à croire que la société d'édition propriétaire ou non du journal ne joue qu'un rôle mineur dans la production et la visibilité d'un article scientifique ; d'où la suspicion qui s'en suit de la part des communautés scientifiques vis-à-vis des sociétés d'édition qui sont taxées d'intervenir

Les divers modèles du libre accès

Open access Green

C'est l'archivage de documents scientifiques (documents de thèse, articles, livres) sur des plateformes universitaires ou communautaires, comme les diverses étapes d'un article (« preprint ») à l'exception de la version éditée, car les sociétés d'édition n'autorisent que l'archivage de versions différentes de l'article publié dans sa version finale.

Open access Gold

Il s'agit des publications sous licence libre qui sont en accès ouvert dans un journal en accès libre et pour lesquelles on paie éventuellement le coût de la publication.

Open access en revues hybrides

Les auteurs de publications en accès libre ont payé des APC (« article publishing charge ») mais la revue complète ne reste accessible que contre abonnement, hormis les articles en accès libre.

Open access Platinum

Les publications et lectures sont gratuites, mais des services supplémentaires sont proposés en abonnement afin de permettre la viabilité économique de la revue.

Open access Diamond

Les revues sont directement gérées par des communautés comme les sociétés scientifiques savantes.

Embargo et open access

Certaines publications sont disponibles en open access après un certain délai (quelques mois). Cela s'applique à des revues qui mettent en libre accès l'article après un certain laps de temps. L'embargo concerne aussi l'auto-archivage et est dépendant de la politique de chaque société d'édition.

• Source : <https://sharelex.org>

très faiblement dans la production scientifique et de faire des bénéfices à bon compte sur le dos des chercheurs qui, au final, perdent leurs droits d'auteur et ne sont rémunérés en aucune manière (ou très faiblement) pour les tâches qui leur incombent dans l'édition (auteurs, rapporteurs, rédacteurs).

A-t-on encore besoin des sociétés d'éditions ?

Pour certains chercheurs, il suffirait de créer un site Internet et de mettre en ligne des articles scientifiques qui seraient évalués puis publiés par les pairs qui gèreraient tout le processus. Un processus d'auto-organisation en somme, comme celui, toujours inconnu, qui fut à l'origine de la création de la vie.

C'est bien sûr sous-estimer la complexité et la dynamique des organisations des activités humaines. La création d'un nouvel outil se fait toujours dans un environnement déjà existant avec des cadres institutionnels, juridiques, économiques et de bonnes pratiques qui se sont mis et en place, créés et peaufinés pendant des décennies.

Dans le domaine de l'édition scientifique, les sociétés d'édition scientifique ont des expériences qui ont été acquises sur des décennies, voire sur des siècles pour certaines institutions (sociétés savantes). C'est cet acquis dont bénéficie l'ensemble des chercheurs impliqués dans la production de publications scientifiques, et en particulier les auteurs, les rédacteurs et les rapporteurs.

En amont de l'évaluation scientifique d'un manuscrit

Les sociétés d'édition ont mis en place une évaluation éditoriale des manuscrits soumis afin de ne pas gaspiller inutilement le temps des rédacteurs et des rapporteurs sur des manuscrits ayant des défaillances. Ainsi, des outils et des logiciels de criblage ont été optimisés pour vérifier l'affiliation des auteurs, la possibilité de plagiat, la qualité de la langue écrite et le format éditorial recommandé dans les instructions aux auteurs. En fonction des pratiques des sociétés d'édition, ces éléments d'appréciation entraînent des décisions soit par la maison d'édition, soit par le rédacteur en chef de la revue qui a connaissance de ces éléments. C'est ainsi 10 à 15 % des manuscrits soumis qui sont rejetés à ce stade d'évaluation.

Pendant la phase d'évaluation scientifique

Rédacteurs et rapporteurs peuvent découvrir des spécificités pour certains articles soumis, mais ayant déjà partiellement ou en totalité un passif éditorial.

Ainsi, en dépit de la première phase d'évaluation, certains manuscrits peuvent se révéler des plagiat d'articles déjà publiés (en langue anglaise ou locale), d'articles soumis en même temps à une autre revue, d'articles « résumés étendus » soumis lors de congrès scientifiques, d'articles non soumis à droits d'auteurs, etc. La soumission des versions révisées donne aussi lieu parfois à de nouvelles interrogations – augmentation du pourcentage de similarité avec des articles déjà publiés, changement des auteurs – qu'il convient de gérer là aussi.

Dans toutes ces configurations, souvent expérimentées par les sociétés d'édition, leurs conseils, la jurisprudence et l'expérience permettent aux rédacteurs de prendre des décisions en conséquence. Ce partenariat permet également un développement d'outils informatiques en continu et adapté à cette mission (CrossRef).

En aval de l'évaluation scientifique d'un manuscrit

L'acceptation d'un manuscrit en tant qu'article publiable renvoie le manuscrit à la phase de production prise en charge par la société d'édition : préparation des épreuves et corrections par les auteurs, mise en page finale, attribution d'un DOI (« digital object identifier »), publication en ligne, puis insertion dans un numéro du journal. La vigilance doit être de mise à ce stade afin que le produit final, à savoir l'article publié, reflète son parcours d'évaluation et d'amélioration. Son historique doit être consultable à tout point dans le temps.

Contrôle de la qualité et intégrité

Les sociétés d'édition « major » ont signé le protocole de bonnes pratiques édicté par le comité d'éthique des publications COPE (« Committee on Publication Ethics ») [3]. Cette organisation à but non lucratif a pour but d'aider l'ensemble des acteurs du monde de l'édition à défendre et promouvoir les valeurs d'éthique en usage dans le monde de l'édition. De nombreux cas pratiques et remis au goût du jour en fonction de nouveaux usages sont répertoriés et des diagrammes d'aide à la décision sont proposés pour la résolution de cas complexes à destination des éditeurs, rédacteurs, rapporteurs et auteurs.

Promotion des journaux et des publications

Les sociétés d'édition scientifique (à majorité d'origine occidentale) ont des ramifications sur tous les continents. Elles sont souvent associées à l'organisation de congrès scientifiques internationaux. Elles possèdent aussi parfois des liens importants avec les sociétés scientifiques savantes et aident à la connaissance des journaux de leur portefeuille. Les modes de communication digitaux ont aussi été intégrés dans leur stratégie

Quelques chiffres

- 27 000 revues scientifiques éditées au niveau mondial
 - Six sociétés réalisent des chiffres d'affaires supérieurs à 500 M€ par an (par ordre : Elsevier, Springer/Nature, Wiley, Thomson Reuters, Wolters Kluwer et Informa (Taylor & Francis) pour un total d'environ 25 Mds €
 - Taux de croissance organique de 2 à 5 % par an et de 1 à 2 % pour la croissance de la marge opérationnelle
 - Quatre « majors » contrôlent 40 % du marché en valeur des éditions scientifiques, éditent 25 % des titres (environ 10 000 revues) et 50 % des revues à plus fort facteur d'impact
 - Revues éditées par les sociétés savantes : 28 % gérées par les sociétés d'édition et 14 % gérées en direct par les sociétés savantes
 - Prix d'un article chez les éditeurs « for profit » : 11 à 24 €
 - Prix d'un article chez les éditeurs « non profit » (sociétés savantes) : 3 à 14 €
 - Un tiers du personnel des sociétés d'édition est impliqué dans les actions de marketing/vente, deux tiers dans les actions de gestion éditoriale ; 30 à 40 % de ces tâches sont externalisées par les grandes sociétés d'édition (notamment en Asie)
 - Tendances : évolution des sociétés d'édition vers l'offre de plateformes multi-services alliant technologies numériques, contenus scientifiques et services analytiques (« data mining »).
- Source : *DISTinfo*, 2014 (www.cnrs.fr/dist/z-outils/documents/Distinfo2/Distin14.pdf).

de visibilité sur Internet. Ainsi, des accords sont passés avec des moteurs de recherche (Google Scholar) et des bases de données d'indexation (Web of Science, MedLine, Scopus, SciMago, etc.) afin de standardiser et référencer au mieux les articles scientifiques et les sites dédiés des journaux scientifiques parmi les milliards de documents accessibles dans l'hyper e-espace. Des accords sont également en place pour assurer la pérennité de la science publiée.

Un portefeuille différencié

Les maisons d'édition scientifique possèdent souvent des portefeuilles comportant des milliers d'activités éditoriales variées : journaux scientifiques imprimés, en ligne ou en open access, livres ayant, en fonction d'entre eux, des diffusions plus ou moins importantes (journal généraliste, journal spécialisé sur une niche). La multiplicité éditoriale permet ainsi de pouvoir lancer des opérations éditoriales parfois à risque, mais qui seront supportées par l'ensemble de la maison d'édition. Cela autorise une prise de risque limitée.

Actuellement, les sociétés d'édition évoluent vers des plateformes multi-services intégrées alliant technologie numérique, contenus scientifiques et services d'analyse des données. Ces services contribuent à un accès rapide à la recherche mondiale et à accélérer le développement de nouveaux projets de recherche pertinents.

[1] www.coalition-s.org

[2] <https://sites.google.com/view/plansopenletter/open-letter>

[3] <https://publicationethics.org>

Philippe GARRIGUES,

directeur de recherche CNRS, Université de Bordeaux, rédacteur en chef du journal *Environmental Science and Pollution Research* (Springer).

*philippe.garrigues@u-bordeaux.fr

www.springer.com/environment/journal/11356